



COMMUNIQUÉ / [www.nupes21.fr](http://www.nupes21.fr) / Dijon, le 4 mai 2023

## **Olivier Dussopt, ministre du Travail, n'est pas le bienvenu en Côte-d'Or !**

**Le ministre du Travail, Olivier Dussopt, sera en Côte-d'Or, vendredi 5 mai, à 9h45, à l'agence Solidarités Côte-d'Or de Genlis, 28 rue des Lilas, aux côtés de François Sauvadet, président du Conseil départemental, pour parler notamment du Revenu de solidarité active (RSA), en présence du Haut-Commissaire à l'emploi et l'engagement des entreprises.**

**La NUPES 21 dénonce la provocation du ministre du Travail qui a choisi la date du 1er mai pour détailler les modalités du « RSA sous condition » obligeant les allocataires de ce minimum social à consacrer 15 à 20 heures par semaine à de la formation et à des travaux prétendument d'insertion, contrainte actuellement testée dans dix-huit départements, dont la Côte-d'Or.**

**Le projet de loi sur le plein-emploi, qui sera débattu à l'Assemblée nationale avant l'été, prévoit effectivement de conditionner le versement de l'allocation du RSA à une activité de 15 à 20 heures par semaine.**

**Englobé dans le futur service public de l'emploi « France Travail » (2024) qui fusionne Pôle Emploi, les missions locales et CAP Emploi, promesse électorale d'Emmanuel Macron, le RSA sous**

condition vise surtout à forcer les chômeurs et chômeuses à occuper les emplois les plus rebutants, précaires et mal payés qui ne trouvent plus preneurs.

**En plus d'imposer aux allocataires du RSA l'obligation de travailler 15 à 20 heures par semaine sans rémunération**, ce dispositif ajoute des sanctions supplémentaires. De plus, il transfère l'accompagnement indispensable de ces personnes privées d'emploi à des employeurs qui ne disposent pas des compétences d'accompagnement ! Étendu à l'ensemble du pays, il n'aura enfin pour seul effet que de développer la précarité sans permettre une véritable réinsertion des allocataires du RSA dans le monde du travail.

**Le 7 avril dernier, le ministre délégué chargé du Renouveau démocratique et porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, venu à Dijon**, fut contraint de se réfugier en catastrophe à l'hôtel de préfecture pour fuir l'accueil pourtant pacifique de la CGT, accompagné par les députés macronistes Benoît Bordat, Fadila Khattabi et Didier Martin. Il souhaitait promouvoir la « prévention active » pour l'accompagnement vers l'emploi...

**Ce vendredi 5 mai, Olivier Dussopt ferait bien d'éviter l'humiliation subie par son collègue un mois plus tôt**, en restant entre les murs de son ministère, à l'Hôtel du Châtelet, rue de Grenelle, à Paris.

